

Daniel Jebrac (Daniel Bensaïd)

Dossier Uruguay

Une ouverture démocratique sous étroite surveillance militaire

Le 25 novembre prochain auront lieu en Uruguay des élections générales, à la fois présidentielles, législatives et municipales. Elles marqueront un temps fort du processus de transition contrôlé par la dictature militaire installée par le coup d'État de 1973. Mais ces élections s'inscriront aussi dans le cadre d'une limitation importante des droits démocratiques, laquelle a été entérinée par le parti bourgeois Colorado et par la direction du Frente Amplio (FA) lors de la signature, l'été dernier, des accords dits du Club naval.

L'article ci-dessous analyse le contexte général à la veille de ce processus électoral contrôlé, dans le cadre d'un dossier qui rend également compte des positions de la gauche du FA et du Parti socialiste des travailleurs (PST).

Pour la première fois depuis le coup d'État de 1973, des élections générales auront lieu en Uruguay le 25 novembre prochain. Elles marqueront une étape décisive dans le processus de transition des dictatures en cours en Amérique latine, depuis l'ouverture contrôlée et les élections de 1982 au Brésil, la chute du régime dictatorial de Garcia Meza en Bolivie et celle des généraux argentins l'an dernier.

La dictature uruguayenne présente la particularité de n'être jamais parvenue à asseoir le moindre semblant de légitimité. Elle a été désavouée lors du référendum constitutionnel qu'elle avait organisé en 1980. Elle a été dé faite en 1982, lors des élections internes aux partis politiques tolérés, qui ont vu la victoire des secteurs d'opposition face aux candidats les plus favorables aux militaires. Elle n'est jamais parvenue à imposer ses mécanismes de contrôle du mouvement syndical.

Montée et réorganisation du mouvement de masse

Depuis le 1^{er} mai 1983, ce sont les coups répétés du mouvement de masse qui ont ébranlé de plus en plus sérieusement l'édifice. En novembre 1983, un meeting unitaire de toute l'opposition rassemblait 400 000 personnes à Montevideo, la capitale, pour un pays dont la population totale est de 2 500 000 habitants. En janvier 1984, le Plénum intersyndical des travailleurs (PIT) organisait avec succès la première grève générale depuis 1973. Le 1^{er} mai suivant, 350 000 travailleurs se rassemblaient devant une tribune d'où, à la demande du syndicat combatif du pétrole, avaient été exclus les représentants des partis bourgeois. Le 16 juin, une nouvelle vague de manifestations se déroulait pour l'amnistie et le retour de tous les exilés. Enfin, le 27 juin, à l'appel du PIT, une nouvelle « grève civique nationale » recevait le soutien de toute l'opposition.

Cette montée du mouvement de masse ne s'est pas réduite à une simple succession de mobilisations. Elle est allée de pair avec une réorganisation profonde et massive du mouvement ouvrier sur le terrain syndical et politique. Ainsi, la formation du PIT reprenait la tradition unitaire de la Centrale nationale des

travailleurs (CNT) dissoute par la dictature. La mise hors-la-loi du PIT, après la grève générale de janvier 1984, est dès lors restée sans effets pratiques ^{1/}.

À partir de novembre 1983, le Frente Amplio (FA, Front élargi), qui avait été le pôle de référence de la gauche aux élections de 1971, où il remporta 18 % des suffrages, a fait sa réapparition. Il est principalement composé de quatre formations : le Parti communiste (PC), le Parti socialiste (PS), la Démocratie chrétienne (DC) et une coalition de groupes d'extrême gauche et de syndicalistes indépendants qui a pris le nom de Gauche démocratique indépendante (IDI). De ces quatre composantes, seuls le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne ont obtenu leur légalisation.

En quelques mois, l'organisation à la base du Frente Amplio a connu un bond spectaculaire, avec la constitution de plus de 1 000 comités de base à Montevideo, de 30 à 50 militants chacun, qui quadrillent méticuleusement la ville, quartier par quartier et rue par rue. Pour les dirigeants du FA, ces comités ont à l'évidence une fonction presque exclusivement électorale. Mais déjà ont commencé à se constituer en leur sein des commissions d'intervention, en particulier sur la question de l'amnistie et de la libération des prisonniers politiques, qui impulsent à ces structures une dynamique à la fois militante et durable, dont la perspective va au-delà de l'échéance électorale proprement dite.

Quant à sa fonction politique, et indépendamment des variations possibles de son programme, le FA exprime trois choses fondamentales :

● Tout d'abord un regroupement unitaire de la résistance ouvrière et populaire à la dictature, et ce, dans un contexte où le renversement effectif de la dictature restera à obtenir après le 25 novembre, contre toutes les entreprises

^{1/} Sur le PIT, cf. *Inprecor* n° 168 du 5 mars 1984 et n° 173 du 14 mai 1984.

«continuistes», et où l'aspiration unitaire demeure par conséquent centrale.

● Ensuite, une rupture de fait du bipartisme bourgeois traditionnel articulé autour des partis Colorado et Blanco (national). Ce sont les organisations ouvrières (PC, PS, IDI) qui constituent le centre de gravité du FA. La présence en son sein de la Démocratie chrétienne (DC) est certes significative, mais il faut souligner que cette formation, malgré son appellation, n'est pas comparable à la DC chilienne par exemple. Du fait même de l'existence du système bipartite traditionnel, elle est plutôt une organisation de la petite bourgeoisie qui a participé à la résistance contre la dictature.

Enfin, ce caractère du FA est renforcé par le lien de fait qui existe entre lui et l'organisation syndicale unitaire, le PIT. Il constitue le répondeur et l'expression politique des forces motrices du PIT (syndicalistes indépendants, militants communistes, socialistes ou d'extrême gauche).

Les accords du club naval

Après les journées de lutte du 16 et du 27 juin derniers, et face à la montée et à la réorganisation du mouvement de masse, la situation politique semblait bloquée pour la dictature. Les négociations des partis traditionnels (Blanco et Colorado) avec les militaires étaient au point mort. Ni la date ni les modalités des élections n'étaient encore arrêtées. Le sort des prisonniers, des proscrits (ceux qui sont privés de droits politiques), parmi lesquels se trouve le propre dirigeant du Parti national (Blanco), Ferreira Aldunate, et des exilés, constituait toujours un obstacle de taille sur la voie des compromis possibles entre la dictature et les partis bourgeois traditionnels. Pourtant, les militaires et la bourgeoisie avaient un besoin urgent de trouver une issue à cette

situation. Déjà l'opposition bourgeoise avait dû se rallier à l'initiative de grève nationale lancée par le PIT le 27 juin.

À la différence du scénario argentin, la radicalisation et l'organisation du mouvement de masse pouvaient s'accélérer et bousculer les plans de transition contrôlée concoctés par les uns et les autres.

À l'issue de négociations pratiquement secrètes, sans information ni consultation de sa base, c'est finalement la direction du Frente Amplio qui a aidé bourgeois et militaires à se tirer de ce mauvais pas en signant avec le parti Colorado et le gouvernement les accords dits du Club naval, en août dernier. Ces accords fixent la date et les modalités des prochaines élections, en échange de concessions de l'opposition sur le terrain des exigences démocratiques, que l'on peut résumer comme suit :

– il n'y aura pas d'amnistie générale préalable aux élections ;

– des partis politiques (comme le Parti communiste et l'extrême gauche) et des dirigeants restent proscrits, de sorte que, par exemple, Ferreira Aldunate pour le Parti national (Blanco) et Liber Seregni pour le FA, ne peuvent se présenter aux élections ;

– l'accord du Club naval invente la reconnaissance d'un prétendu « état d'insurrection », catégorie non définie qui permettrait, en cas d'application, de soumettre des civils à la justice militaire ;

– l'Assemblée constituante élue le 25 novembre prochain ne pourra remettre en cause ces accords que dans un délai d'un an.

Ces accords constituent donc à l'évidence une triple concession. Ils abandonnent des exigences démocratiques et entament de ce fait la légitimité même d'élections qui se dérouleront en l'absence d'autant de proscrits et de bannis. Ils portent atteinte à la souveraineté

de la future Assemblée constituante en lui fixant un carcan pour une durée d'un an au moins. Ils signifient de fait une modification, sans débat ni consultation populaire, de la Constitution de 1967, dont l'opposition démocratique réclamait jusque-là le rétablissement intégral.

Le prétexte invoqué par les dirigeants du FA pour justifier la signature de cet accord, est que le mouvement de masse avait atteint, lors de ses actions de juin dernier, son palier supérieur et qu'il était désormais nécessaire de sortir de l'impasse. Dans cette optique, tout progrès ultérieur était conditionné par l'ouverture du processus électoral dans le pays d'Amérique latine où les traditions démocratiques et parlementaires sont sans aucun doute les plus vivaces. Certains affirment que l'accord du Club naval ne représente de toute façon qu'un chiffon de papier pour laisser une porte de sortie aux militaires, et qu'une fois la Constituante élue, elle pourra passer outre et convoquer aussitôt de nouvelles élections, cette fois sans restrictions...

Cet accord est pourtant chargé d'un contenu tout différent. Son effet immédiat a été de réduire le mouvement de masse à la passivité, de bloquer sa progression dans l'attente du dénouement électoral. Au-delà de ce pacte institutionnel proprement dit, les enjeux sont encore plus sérieux. Les effets de la crise économique et sociale sont tels et la réorganisation du mouvement de masse si profonde, que les directions bourgeoises avaient besoin, à la différence de la situation argentine ou brésilienne, de s'assurer de la mise en place d'un pacte institutionnel (l'accord du Club naval) et d'un pacte social (non encore réalisé) avant même l'ouverture du processus de transition.

Dans cette perspective, et après l'acceptation de l'accord par le FA, il semble que les

dirigeants du Parti communiste aient même bénéficié d'une certaine priorité dans l'ordre des libérations de détenus politiques et du retour des exilés, sorte de coup de pouce pour les aider à récupérer un contrôle sur le mouvement largement battu en brèche. De même, après sa libération en mars dernier, le leader prestigieux du Frente Amplio, Liber Seregni, a multiplié les appels à la modération et à la concertation, comme du reste encore tout récemment, lors de son apparition à la conférence latino-américaine de l'Internationale socialiste qui s'est tenue à Rio de Janeiro en septembre.

Le programme initial du Frente Amplio a été édulcoré et se trouve aujourd'hui nettement en deçà des revendications exprimées par la plate-forme du PIT ^{2/}. Ce nouveau programme propose une stricte délimitation des tâches spécifiques de l'armée, ainsi que son « perfectionnement professionnel et éthique ». En revanche, il n'avance aucune proposition d'enquête ou de poursuites contre les tortionnaires, dans un pays où la pratique de la torture a atteint des dimensions telles que le jugement des tortionnaires et l'épuration des corps répressifs peuvent être des questions aussi explosives que celle des disparus en Argentine.

Le programme du FA évoque des droits de participation et de contrôle des travailleurs dans différents domaines politiques, économiques et sociaux, mais ne propose aucune revendication précise sur les salaires et l'emploi, alors que la récupération du pouvoir d'achat amputé sous la dictature et la réembauche de tous les travailleurs victimes de la chasse aux syndicalistes peuvent être considérées comme des revendications démocratiques élémentaires

^{2/} Sur le programme initial du Frente Amplio se reporter à *Inprecor* n° 173 du 14 mai 1984.

taires autant que comme des exigences sociales fondamentales. Enfin, si ce nouveau programme maintient la nécessité d'une planification de l'économie et de l'étatisation du système bancaire, quoique dans des formulations très générales, il reste très évasif sur le refus de la politique du Fonds monétaire international et ne se prononce ni sur le paiement de la dette, ni même sur la possibilité d'un moratoire unilatéral.

En fait, tout dans la rédaction de ce nouveau programme semble avoir été fait pour laisser la porte ouverte à la signature d'un pacte social relatif à un compromis sur les revendications économiques et sociales des masses populaires, car cette question est à l'ordre du jour dès avant les élections.

Du compromis sur les élections au pacte social

Le Parti national (Blanco) de Ferreira Aldunate est la seule des grandes formations à ne pas avoir signé les accords du Club naval. On aurait pu penser que ce parti avait ainsi arraché, au moins partiellement, le drapeau de l'intransigeance démocratique des mains du FA. Nul doute que son radicalisme apparent sur le terrain des revendications démocratiques lui ait valu une audience importante, dans certains secteurs de la jeunesse notamment. Mais, en même temps qu'il refusait cet accord, le Parti national s'engageait en revanche à fond dans la négociation d'un pacte social, ouverte dès août.

C'est bien là que réside le nœud de la situation. Les questions démocratiques comme la libération de tous les prisonniers, à commencer par Raul Sendic, dirigeant historique du Mouvement de libération national Tupamaros, et le retour de tous les proscrits, à commencer par les anciens dirigeants du Mouvement du 26 mars (organisation de la gauche révolution-

naire) Ruben Sassano et Benedetti, restent des exigences explosives qui tendent déjà à se combiner et à se lier étroitement à des revendications sociales fondamentales. Et comme sur la question des droits démocratiques (pacte institutionnel), la direction du Front semble disposée au compromis sur le terrain du pacte social aussi. Mais elle rencontrera cette fois des résistances, organisées dans les rangs du PIT, beaucoup plus vives que ce ne fut le cas lors de la signature des accords du Club naval. Le congrès du PIT, initialement annoncé pour septembre dernier, a finalement été ajourné jusqu'après les élections, peut-être de crainte qu'il n'adopte une plate-forme par trop contradictoire avec les compromis tramés en coulisse par la direction du FA.

C'est aussi la raison pour laquelle la direction du FA a fait traîner en longueur, depuis mars dernier, la réponse aux demandes d'intégration en son sein d'organisations telles que le Mouvement du 26 mars, ou que le Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation qui a demandé sa reconnaissance comme section de la IV^e Internationale), qui auraient pourtant dû en être membres de droit pour avoir participé, dès 1971, à la fondation de ce Front. Comme l'ont rappelé nos camarades du PST, ces dernières organisations n'ont quant à elles jamais été tentées par des alliances d'un autre type, à la différence du Parti communiste qui a appelé, en 1982, à voter pour le Parti national et a, pendant un temps, envisagé une grande alliance avec ce parti. Mais il se trouve que toute organisation membre du Frente Amplio a un droit de veto sur ses décisions. La Gauche démocratique indépendante (IDI) a déjà critiqué les accords du Club naval. L'intégration de nouveaux secteurs révolutionnaires au sein du FA renforcerait ce pôle combatif, et c'est justement pourquoi sa direction

a finalement décidé de faire traîner les choses et de n'accepter l'intégration d'aucun nouveau parti jusqu'aux élections. Fondamentalement donc, le refus de la direction du FA de répondre positivement à la demande d'intégration du PST sanctionne la dénonciation par ce dernier des accords du Club naval et son rejet de tout projet de pacte social (*cf.* documents sur la position du PST sur ces différentes questions).

Les élections du 25 novembre et la position du PST

Le système électoral uruguayen autorise, pour l'élection à la présidence de la République, une candidature pour chaque parti ou regroupement politique légalisé. L'élection des députés et des conseillers municipaux se fait sur présentation de listes ou de sous-listes électorales présentées par les partis ou les fractions de regroupements politiques légalisés tels que le FA ^{3/}. Dans ce cadre juridique, le PST a résolu d'appeler à voter pour le Frente Amplio à l'élection présidentielle, et, dans les autres consultations, plus particulièrement pour la liste de l'IDI, membre du FA.

Dans une déclaration du 8 octobre, le PST affirme qu'il « considère qu'il existe un cadre unitaire incontournable des partis et groupes qui se revendiquent de la classe ouvrière et du peuple, qui est le Frente Amplio. [...] C'est pourquoi, malgré nos différences avec les secteurs qui sont aujourd'hui majoritaires dans l'assemblée du FA, nous marchons aux côtés de la grande masse des « frente-amplistes », qui voient dans le front l'instrument unitaire

^{3/} Ainsi, le FA peut patronner pour les élections législatives et municipales plusieurs listes représentant les différents courants en son sein. Tous les partis et coalitions agissent de la sorte. Le vainqueur est le parti ou la coalition dont les voix de l'ensemble des listes qui s'en réclament arrive en tête. Au sein de celles-ci, c'est la liste qui a le plus de voix qui remporte le siège.

actuel pour franchir le premier pas dans la voie de la rupture avec le patronat et l'impérialisme. Mais, à ce que nous avons déjà exprimé concernant le FA s'ajoute un nouveau phénomène politique d'une extrême importance : le projet politique ébauché par la Gauche démocratique indépendante (IDI), qui se développe aujourd'hui au sein du FA. [...] Nous nous référons à la prise de position de l'IDI en faveur de la socialisation des moyens de production et de la lutte des classes comme moteur de ces transformations, et pour une stratégie fondée sur la mobilisation populaire et, d'autre part, à la décision de cette organisation de s'atteler à la constitution d'un parti de la révolution uruguayenne socialiste, dont la colonne vertébrale serait la classe ouvrière organisée. [...] C'est pourquoi le PST soutient les candidats de l'IDI et engage son activité militante en ce sens dans la campagne électorale. »

Dans une lettre ouverte aux camarades de l'IDI datée du même jour, la direction du PST précisait le sens qu'elle donne à ce vote, en affirmant : « Nous croyons à la nécessité impérieuse d'un vote pour l'unité ouvrière et populaire au service des travailleurs et du peuple. Un vote qui renforce notre mouvement syndical, étudiant, coopératif, pour les droits de l'homme et les autres expressions du mouvement populaire. Un vote pour un salaire juste et un travail digne, pour un enseignement démocratique, pour une politique du logement et de santé populaire, pour la rupture avec la politique des affameurs du FMI. Un vote pour l'amnistie générale, sans restrictions et immédiate, qui ne peut plus attendre, pour la libération de tous les prisonniers politiques, le retour des exilés, la levée de toutes les proscriptions touchant hommes et partis, l'apparition en vie des détenus disparus, le jugement

et le châtement des responsables de crimes, tortures et disparitions. Nous pensons en somme qu'il s'agira d'un vote pour la défaite totale et définitive de la dictature et pour la construction d'une Uruguay socialiste. »

Pour organiser cette campagne électorale, le PST a ouvert des discussions avec l'IDI. Mais l'enjeu de ces discussions va bien au-delà de l'échéance électorale elle-même. Malgré son hétérogénéité, l'IDI regroupe en effet l'essentiel de la gauche combative et révolutionnaire, comme le Parti pour la victoire du peuple (PVP), le Groupe d'action unitaire (GAU) animé par le dirigeant syndical du textile Hector Rodriguez, et surtout un grand nombre de syndicalistes indépendants ou issus du Mouvement du 26 mars, comme Victor Semproni, coordinateur du PIT et dirigeant du syndicat des employés de banque. L'IDI a publié un projet de programme adopté en août dernier et envisage de se constituer en parti politique à l'occasion d'un congrès qui se tiendra en mars 1985.

Les définitions générales du projet de programme constituent un précieux acquis et les positions adoptées par l'IDI ont suivi une orientation classiste en rejetant aussi bien les accords du Club naval que les projets de pacte social. Le maillon manquant entre son projet général de société socialiste et pluraliste et ses positions immédiates combatives sur le terrain social et démocratique, est certainement celui d'une perspective stratégique à moyen terme. Or, la situation qui naîtra des élections mettra sans aucun doute tous ses protagonistes devant de nouvelles épreuves et les contraindra à de nouvelles définitions politiques.

Il est probable que les polarisations déjà apparues au sein du Frente Amplio s'accroîtront encore face aux questions relatives à l'at-

titude à adopter en rapport avec les projets de pacte social, la tenue du congrès du PIT, ou encore la question des coalitions gouvernementales et municipales, et de la poursuite de la lutte démocratique.

Une clarification dans l'IDI autour de ces points pourrait créer des conditions nouvelles pour la construction d'un parti révolutionnaire puissamment implanté dans le mouvement ouvrier uruguayen et réalisant la syn-

thèse de plusieurs expériences et traditions de son histoire récente.

2 novembre 1984

Inprecor n° 184 du 19 novembre 1984